

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-gouvernement-argentin-s-empare-de-la-renegociation-des-tarifs>

# **Le gouvernement argentin s'empare de la renégociation des tarifs**

- Argentine - Économie - Privatisées -

Date de mise en ligne : vendredi 3 octobre 2003

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

Le gouvernement argentin a obtenu du Congrès les pleins pouvoirs pour mener la renégociation des contrats de concession des entreprises privatisées de service public, disposition sur laquelle il s'était engagé dans le cadre de l'accord passé avec le FMI, il y a quelques semaines. Par 87 voix contre 65, la Chambre des députés a donné son feu vert dans la nuit de mercredi à jeudi à ce projet controversé, déjà approuvé par le Sénat.

Il est à craindre que ces renégociations débouchent sur des hausses de tarifs, comme le réclame les sociétés concernées. C'est un sujet des plus sensibles puisqu'on ne voit pas comment le gouvernement pourrait s'engager sur des hausses de tarifs qui seront forcément très impopulaires, et qui risquent de plonger le pays dans le chaos alors que la situation économique connaît certes une amélioration mais qu'une grande partie de la population a du mal vivre, dont 60% vit dans la pauvreté.

De plus la façon dont certaines concessions ont été gérées a été fortement remise en cause ( [1](#) ) Aguas Argentinas, le distributeur d'eau de Buenos Aires contrôlé par le groupe français Suez a été vivement critiquée début septembre pour la manière dont elle a géré une coupure qui avait privé la plus grande partie de la capitale argentine d'eau courante pendant 14 heures, mais aussi pour la façon dont a été gérée sa concession.

Aucune des sociétés privatisées n'a tenu les engagements souscrits lors de la sortie du secteur public : les investissements promis n'ont été réalisés qu'en partie et la redevance due à l'Etat a pu rester impayée. Cela n'a pas empêché ces firmes de verser de très confortables dividendes à leurs maisons-mères lorsque régnait la parité du peso et du dollar.

Plusieurs groupes français, comme Gaz de France et plus récemment France Télécom, ont cédé leurs intérêts en Argentine. EDF a mis à l'étude la vente de l'une de ses filiales locales, opérant dans la région de Mendoza.

Une soixantaine de sociétés sont concernées -distributeurs d'eau, de gaz et d'électricité, compagnies de chemins de fer, gestionnaires de ports et d'aéroports, concessionnaires d'autoroutes, postes et opérateurs de service de télécommunication -, toutes privatisées dans les années 90 sous la présidence de Carlos Menem.

La hausse des prix des services publics, dont nombre sont contrôlés par des intérêts étrangers, est fortement appuyée par le Fonds monétaire international. Par trois fois, le précédent gouvernement d'Eduardo Duhalde avait tenté d'imposer des hausses de tarifs du gaz et de l'électricité, mais cette mesure avait été rejetée par la justice locale s'appuyant sur la législation existant à l'époque.

Le texte adopté par les députés délègue au gouvernement la possibilité de renégocier les concessions de service public jusqu'au 31 décembre 2004. Tous les contrats renégociés devront être soumis au Congrès qui aura soixante jours pour les approuver ou les rejeter. En l'absence d'une réponse dans ce délai, le nouveau contrat sera automatiquement considéré comme approuvé.

El Correo, Paris, le 3 octobre 2010.

---

[\[1\] Voir différents articles dans la rubrique Privatisation d'EL CORREO](#)